



Siège Social :

8, Rue Chapron (face à l'Hôtel de Ville)  
14120 MONDEVILLE

☎ 02.31.34.01.54 - Fax : 02.31.34.22.05

**Comité Syndical du jeudi 14 décembre 2023 à 18 heures 00**  
**Salle du conseil municipal – Mondeville**  
**Procès-Verbal**

L'an deux mil vingt-trois, le jeudi 14 décembre, le Comité Syndical du S.I.V.O.M., légalement convoqué, s'est réuni en séance publique à la salle du conseil municipal à Mondeville, sous la présidence de Madame Hélène BURGAT.

**Etaient présents :**

Catherine AUBERT, Nelly AUBRON, Aurélie BARRE-RIBET, Georgette BENOIST, Stéphanie BLANCHEMAIN, Pascale BOURSIN, Hélène BURGAT, Damien DE WINTER, Didier FLAUST, Jean-Marie GUILLEMIN, Joël JEANNE, Guy LECOEUR, Didier LIZORET, Josiane MALLET, Dominique MASSA, Marie-France MOLLET, Fabienne MOREL, Marc POTTIER, Florence REVEL BREE, Serge RICCI, Olivier VELASQUEZ.

**Absents excusés sans pouvoir :**

Catherine GODARD, LEFEVRE -PROKOP Nadine, Isabelle PIERRE.

**Absents excusés avec pouvoir :**

Fabrice PINTHER (pouvoir à Guy LECOEUR).

**Secrétaire de séance :** Dominique MASSA

*Le quorum est atteint. La séance peut se tenir valablement.*

- Approbation de la séance du Comité Syndical du 21 septembre 2023 ;
- Évolution des clés de répartition des dépenses du SIVOM entre les communes ;
- Décision modificative ;
- Autorisation d'engager, liquider des dépenses d'investissement avant le vote du budget ;
- Evolution du tableau des postes ;
- Conditions de prêts de salles et d'instruments ;
- Convention descendante avec Caen la Mer ;
- Questions diverses.

Le compte-rendu du comité syndical du 21 septembre 2023 est adopté à l'unanimité.  
Monsieur MASSA est désigné secrétaire de séance.

**Evolution des clés de répartition des dépenses entre les communes**

A l'issue de séances de travail entre les DGS, directeurs financiers et maires des communes et du SIVOM, que Madame BURGAT remercie, en particulier Madame KISSEL (Colombelles) et Monsieur BACH (Giberville), une proposition a été formalisée pour clarifier les critères de répartition, les indexer sur des données issues de la DGFiP (actualisées chaque année) et des modes de calculs transparents inspirés des critères utilisés pour le calcul de la dotation de solidarité communautaire à Caen la Mer.

## **1-Répartition des charges**

Il est proposé à l'assemblée de répartir ces sommes selon les critères suivants par activité :

### **A - Moyens généraux :**

- 50% du montant des dépenses au prorata de la population (INSEE)
- 50 % du montant des dépenses selon le principe de solidarité défini entre les communes membres (« critères DSC » utilisés par la communauté urbaine Caen la Mer),

### **B - Piscine de Colombelles et piscine de Mondeville :**

- 20% du montant des dépenses au prorata de la population (INSEE),
- 20% du montant des dépenses pour la commune d'implantation,
- 30% du montant des dépenses en fonction du nombre de créneaux par commune (créneaux des écoles maternelles et élémentaires correspondant aux compétences communales),
- 30% du montant des dépenses selon les « critères DSC ».

### **C - Conservatoire :**

- Au prorata du nombre d'élèves par commune
- Pour les élèves extérieurs au territoire, au prorata de la part de chaque commune du SIVOM dans le cumul des élèves habitant ces cinq communes.

## **2- Participations théoriques 2024**

- Colombelles : 619 467 €
- Cormelles le Royal : 451 458 €
- Cuverville : 186 386 €
- Giberville : 368 756 €
- Mondeville : 1 023 933 €

## **3-Participations 2024 après accord**

Dans un souci de solidarité, et pour ne pas mettre en difficulté dès cette année les communes qui pourraient voir leur participation augmenter de façon importante.

Dans l'attente du travail qui sera entrepris par le SIVOM, en concertation avec les communes (COTECH des DGS) pour une prospective financière et l'étude de pistes de réduction des dépenses du SIVOM.

Pour l'exercice 2024, année de transition, les Communes membres s'accordent sur la répartition des contributions comme suit :

- Colombelles : 579 619 €
- Cormelles le Royal : 458 373 €
- Cuverville : 131 029 €
- Giberville : 341 010 €
- Mondeville : 1 139 969 €

Le projet de convention qui sera signé entre le SIVOM et les communes membres pour compléter ce dispositif financier, détaillant les modalités de mise œuvres de ces participations pour l'année 2024, est joint en annexe à la présente délibération.

Monsieur GUILLEMIN précise qu'il est essentiel que des pistes d'économie soient trouvées car les communes ne pourront pas suivre.

Le Comité Syndical décide, à l'unanimité, d'adopter les nouvelles clés de répartition proposées et d'accepter la répartition des dépenses entre les communes, pour l'année 2024, telle que présentée.

### **Décision modificative n° 1**

Monsieur GUILLEMIN présente :

La somme versée en 2022 par l'Etat, dite « filet de sécurité », qui devait compenser la hausse des dépenses d'énergie, doit être remboursée, du fait de la définition a posteriori de critères d'éligibilité qui excluent le SIVOM du dispositif.

La somme avait bien été prévue au budget primitif 2023, mais sur une ligne inappropriée.

Il convient donc de déplacer la somme de 33 179,00 euros du chapitre 014 au chapitre 67 afin de pouvoir rembourser l'Etat.

Par ailleurs, une somme complémentaire de 900,00 euros est nécessaire pour pouvoir verser les indemnités des élus.

Il est donc proposé au comité d'adopter la modification suivante, validée techniquement par la Trésorière :

Fonctionnement dépenses	
Chapitre 014	
7489	- 33 179,00 €
Chapitre 67	
678	+ 33 179,00 €
Chapitre 011	
615221	- 900,00 €
Chapitre 65	
6531	+ 900,00 €

La section de Fonctionnement reste équilibrée à hauteur de 3 041 276,82 euros.

Le Comité syndical, à l'unanimité adopte la décision modificative proposée.

### **Autorisation d'engager, liquider des dépenses d'investissement avant le vote du budget**

Monsieur GUILLEMIN présente, comme chaque année, la délibération d'autorisation à engager, liquider des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2024, dans la limite de 25% des crédits ouverts au budget 2023.

Chapitre – Libellé	Crédits ouverts en 2023	Montant autorisé avant le vote du B.P. 2024
20 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0 €	0 €



21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	79 544,84 €	19 886,21 €
23 – IMMOBILISATIONS EN COURS	3 241 083,77 €	810 270,94 €
<b>TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE</b>	<b>3 320 628,61 €</b>	<b>830 157,15€</b>

Le Comité syndical, à l'unanimité, approuve cette délibération.

### **Modification du tableau des effectifs**

Madame AUBERT présente la nécessité de mettre à jour deux postes.

Madame BURGAT présente la création d'un poste d'attaché contractuel de 5h15, pour l'embauche d'un expert Finances et moyens généraux, pour venir en soutien de la direction et des services du SIVOM dans le contexte de prospective financière.

Cela entrainera un équilibrage des rémunérations entre la DGS et cet expert, sans coût supplémentaire pour le SIVOM.

#### **Filière technique**

- ✓ De rectifier les heures du poste n°158 d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet (ouvert pour 20h50 et non 15h50) et de supprimer le poste n° 57 d'adjoint technique à temps non complet (ouvert pour 20h50 et non 15h50)

#### **Filière administrative**

- ✓ De créer le poste d'attaché territorial contractuel (5h15/35<sup>e</sup>) au 01/01/2024 (poste n° 166)

Le Comité syndical, à l'unanimité, approuve ces modifications du tableau des postes.

### **Convention de prêt d'instruments à d'autres structures musicales**

Monsieur POTTIER explique que le conservatoire est propriétaire d'un parc instrumental important, du fait du choix de disposer d'instruments de différentes tailles pour les proposer à la location pour les élèves.

Cependant, tous les instruments ne sont pas loués chaque année et les instruments qui ne servent pas s'abîment. Par ailleurs, le conservatoire peut avoir besoin parfois d'un instrument qui n'existe pas dans son parc.

Il est proposé de consentir des prêts gratuits d'instruments à d'autres établissements d'enseignement musical (rayon Normandie), et de solliciter des prêts dans les mêmes conditions selon les modalités de la convention annexée à cette délibération. Cela également dans l'objectif de renforcer le travail en réseau avec les autres établissements.

Le comité syndical, à l'unanimité, approuve la mise à disposition réciproque et gratuite d'instrument et la convention annexée.

### **Convention de location d'instruments à des particuliers**



Monsieur POTTIER propose, en complément de la précédente délibération, d'autoriser la location payante d'instruments à des élèves d'autres structures.

Des conventions seront signées directement avec les élèves (ou parents).

Tout instrument prêté doit être assuré et révisé avant retour au SIVOM.

Les tarifs sont ceux pratiqués pour les élèves du SIVOM :

Initiation (jusqu'au CP inclus)	85 euros
Première année	96 euros
Deuxième année	107 euros
Troisième année	121 euros
Quatrième année	143 euros
Cinquième année	172 euros

Le comité syndical, à l'unanimité, approuve la location payante d'instruments à des particuliers élèves d'autres établissements et la convention annexée.

### **Convention de prêt de salles**

Monsieur POTTIER présente :

Le conservatoire du SIVOM dispose de salles de grande qualité à l'Ecole de musique et danse de Colombelles, l'auditorium mais également les salles de danse.

Ces salles sont régulièrement prêtées, et la délibération de 2018 a fixé des tarifs qu'il convient de mettre à jour.

Dans l'optique de favoriser le rayonnement du conservatoire, il est proposé de mettre davantage en valeur ces équipements et de susciter des partenariats et de consentir des prêts selon deux modalités : locations payantes ou prêt gratuit assorti d'un engagement du partenaire à une contrepartie.

Les locations seraient consenties aux tarifs suivants :

Location à l'heure	30 euros
Location demi-journée (4 heures)	100 euros
Location journée (8 heures)	180 euros

Les prêts gratuits seraient consentis moyennant contrepartie qui s'entend comme l'offre de la part du partenaire d'une prestation : concert, master class, participation gratuite à un projet du conservatoire, accueil de scolaires sur le temps de leur répétition...

La pertinence de l'action proposée est jugée par le directeur du conservatoire, après consultation de la direction du SIVOM.

Le comité syndical, à l'unanimité, approuve le principe de prêt de salles (payant ou assorti d'un projet bénéficiant au conservatoire) et la convention annexée.

**Divers : point sur le différent avec l'entreprise COLAS dans les travaux de rénovation de la piscine de Colombelles**

Madame BURGAT explique que le chantier a pris au moins deux mois de retard à cause de manquements de l'entreprise COLAS.

Une négociation doit intervenir avec eux.

Ils sont passibles à ce jour d'une pénalité pour retard de 29 000,00 euros.

Le maître d'œuvre déplore également un défaut de qualité de leurs prestations ou celles de leur sous-traitant, des dégradations (toilettes cassés), des oublis, des absences aux réunions de chantier.

Après débats, le comité syndical propose de fixer les pénalités, dans le souci de ne pas bloquer le chantier, à 25 000,00 euros.

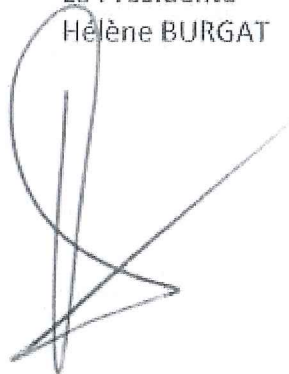
Un accord transactionnel sera envoyé à l'entreprise COLAS en ce sens.

Fin de la séance à 18h45.

Le Secrétaire  
Dominique MASSA

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'D. Massa', written over the printed name.

La Présidente  
Hélène BURGAT

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'H. Burgat', written over the printed name.



## Convention de répartition des participations des Communes membres du SIVOM

A compter de 2024

Entre

Le **SIVOM des Trois Vallées**, représenté par Madame Hélène BURGAT, Présidente, dûment habilitée en application d'une délibération du Comité syndical du 14 décembre 2023, Ci-après désigné « le SIVOM »

ET

La **Commune de Colombelles**, représentée par Monsieur Marc POTTIER, Maire, dûment habilitée en application d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2023, Ci-après désignée « la Commune de Colombelles »

ET

La **Commune de Cormelles le Royal**, représentée par Monsieur Jean-Marie GUILLEMIN, Maire, dûment habilitée en application d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2023, Ci-après désignée « la Commune de Cormelles le Royal »

ET

La **Commune de Cuverville**, représentée par Madame Catherine AUBERT, Maire, dûment habilitée en application d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2023, Ci-après désignée « la Commune de Cuverville »

ET

La **Commune de Giberville**, représentée par Monsieur Damien de WINTER, Maire, dûment habilitée en application d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2023, Ci-après désignée « la Commune de Giberville »

Annulé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-20-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023



ET

**La Commune de Mondeville**, représentée par Madame Josiane MALLET, Adjointe au Maire, dûment habilitée en application d'une délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2023,

Ci-après désignée « la Commune de Mondeville ».

### **Préambule**

Le SIVOM des Trois Vallées est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), créé par arrêté préfectoral du 31 janvier 1974. Il regroupe les Communes de Colombelles, Cormelles le Royal, Cuverville, Giberville et Mondeville.

Des arrêtés préfectoraux successifs sont venus constater la modification des statuts dudit syndicat, notamment sur le périmètre des compétences exercées.

Il est principalement financé par ses recettes propres et les contributions budgétaires versées par ses Communes membres, qui constituent des dépenses obligatoires pour ces dernières.

Dans ce cadre et au regard de la difficulté à corréler les besoins financiers de l'EPCI avec les caractéristiques physiques et les capacités contributives de ses collectivités adhérentes, il est apparu nécessaire de revoir les principes de répartition des contributions budgétaires entre les Communes membres et de ne plus appliquer les critères précédemment en vigueur.

Les Communes se sont donc rapprochées pour définir un nouveau mode de calcul, avec cette exigence qu'il soit clair dans son application, établi sur la base de données annuelles actualisées et fondé sur l'équité.

Tel est l'objet de la présente convention, applicable à compter de l'exercice 2024.

### **Article 1 - Principes généraux appliqués**

La répartition des contributions des Communes au Syndicat donne lieu à un calcul chaque année, établi sur la base des prévisions budgétaires validées par l'assemblée délibérante du Syndicat.

Les contributions à percevoir auprès des membres résulte de la différence entre les dépenses et les recettes du SIVOM liées à l'activité, y compris les subventions et participations qu'il pourrait percevoir d'autres contributeurs.

Cette charge nette constitue le besoin de financement, qui doit être défini pour chaque activité ou service, à savoir :

- Moyens généraux,
- Piscine de Mondeville,
- Piscine de Colombelles,
- Ecole de Musique et de Danse (EMD).

### **Article 2 - Sources des données utilisées pour les calculs relatifs à l'année N**

Hormis pour ce qui concerne les effectifs scolaires, les données utilisées sont issues des Fiches DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) des Communes de l'année N-1.

La population utilisée est la population totale

Convention de répartition des participations des Communes membres du SIVOM - années 2024 et suivantes

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-20-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

Concernant les créneaux scolaires des piscines, il est fait référence au calendrier établi pour l'année scolaire N-1/N, dans lequel est calculé le temps total d'utilisation par les classes maternelles et élémentaires de chaque Commune membre. Il s'agit donc d'un calcul en heures et non en nombre d'utilisations. Si, pour quelque raison que ce soit (et notamment la fermeture d'une piscine pour travaux, maintenance, pandémie...), ces données n'étaient pas disponibles, alors il serait fait usage des informations issues de la dernière année scolaire sans perturbation. Il convient toutefois de veiller à ce que les créneaux utilisés par les écoles ne soient pas comptabilisés deux fois, à savoir dans chacune des piscines, notamment dans le cas où un établissement scolaire ou une classe se verrait dans l'obligation de fréquenter l'autre piscine pendant la période de fermeture de celle qu'il fréquente en temps normal.

Pour l'Ecole de Musique et de Danse, sont pris en compte les effectifs de l'établissement durant l'année scolaire N-1/N.

### **Article 3 - Le critère « Solidarité »**

Un critère « Solidarité », inspiré des modalités de définition de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) de Caen la mer, est utilisé dans le calcul relatif aux services « Moyens généraux », « Piscine de Mondeville » et « Piscine de Colombelles ».

Il repose sur deux axes :

- la richesse de chaque Commune rapportée à la moyenne de la richesse du territoire du SIVOM,
- le niveau de vie de la population mesuré par le revenu par habitant et le nombre de logements sociaux de chaque Commune, rapportés à la moyenne du territoire du SIVOM.

Chaque axe est affecté de deux critères, assortis des pondérations suivantes :

- Pour la richesse communale :
  - o 25% en fonction de l'écart relatif de potentiel fiscal 4 taxes par habitant de la Commune par rapport au potentiel fiscal 4 taxes moyen par habitant du territoire du SIVOM,
  - o 25% en fonction de l'écart relatif de richesse financière par habitant de la Commune par rapport à la richesse financière moyenne par habitant du territoire du SIVOM.
- Pour le niveau de vie de la population communale :
  - o 25% en fonction de l'écart relatif de revenu par habitant de la Commune par rapport au revenu moyen par habitant du territoire du SIVOM,
  - o 25% en fonction du pourcentage de logements sociaux dans le parc total de logements de la Commune par rapport au pourcentage moyen du territoire du SIVOM.

Pour les trois premiers critères, il est mesuré la richesse de la Commune ou de ses habitants par rapport à la moyenne constatée sur le territoire du SIVOM : plus une Commune ou ses habitants sont riches, plus la Commune contribuera au besoin de financement du SIVOM.

A l'inverse, plus une Commune a un taux de logements sociaux important, moins elle contribuera au besoin de financement du SIVOM.

### **Article 4 - Répartition des participations**

#### **Moyens généraux**

- 50% du montant du besoin de financement au prorata de la population,
- 50 % du montant du besoin de financement sur le critère « Solidarité ».

#### **Piscine de Mondeville**

- 20% du montant du besoin de financement au prorata de la population,
- 20% du montant du besoin de financement affecté à la Commune de Mondeville, au regard de l'implantation de la piscine sur son territoire.



- 30% du montant du besoin de financement en fonction de la proportion des créneaux affectés aux classes maternelles et élémentaires de chaque Commune membre,
- 30 % du montant du besoin de financement sur le critère « Solidarité ».

#### Piscine de Colombelles

- 20% du montant du besoin de financement au prorata de la population,
- 20% du montant du besoin de financement affecté à la Commune de Colombelles, au regard de l'implantation de la piscine sur son territoire,
- 30% du montant du besoin de financement en fonction de la proportion des créneaux affectés aux classes maternelles et élémentaires de chaque Commune membre,
- 30 % du montant du besoin de financement sur le critère « Solidarité ».

#### Ecole de Musique et de Danse

- Répartition en fonction de l'origine géographique des élèves,
- La part correspondant aux élèves qui résident hors du SIVOM est répartie en fonction de la population des Communes membres du Syndicat.

Ces critères sont applicables aussi bien en fonctionnement qu'en investissement et donnent lieu, le cas échéant, à des appels de fonds séparés.

### **Article 5 – 2024 : année de transition**

Les Communes membres du SIVOM des Trois Vallées conviennent des modalités de calcul et d'application des nouvelles clefs de répartition décrites dans la présente convention, dès le 1er janvier 2024.

Compte tenu des difficultés budgétaires des Communes membres, il est convenu, pour l'exercice 2024, d'arrêter le montant des contributions sollicitées auprès des Communes à son niveau de 2023, soit 2 650 000 €.

En conséquence, les contributions des Communes résultant de ces principes s'établissent comme suit pour 2024 :

- Colombelles : 619 467 €
- Cormelles le Royal : 451 458 €
- Cuverville : 186 386 €
- Giberville : 368 756 €
- Mondeville : 1 023 933 €

Cependant, les Communes de Mondeville et de Cormelles le Royal acceptent, pour l'exercice 2024, dans l'esprit de concorde et de solidarité qui a toujours animé les élus du SIVOM des Trois Vallées, de participer au-delà de leur contribution qui résulte de la mise en œuvre des nouvelles clefs de répartition, comme suit :

- Cormelles le Royal : 451 458 € + 6 915 € = 458 373 €
- Mondeville : 1 023 933 € + 116 036 € = 1 139 969 €

Ainsi, les Communes de Colombelles, Cuverville et Giberville verront leur contribution diminuer, au titre de l'exercice 2024, comme suit :

- Colombelles : 619 467 € - 39 848 € = 579 619 €
- Cuverville : 186 386 € - 55 357 € = 131 029 €
- Giberville : 368 756 € - 27 746 € = 341 010 €

Pour l'exercice 2024, les Communes membres s'accordent donc sur la répartition des contributions comme suit, identique en montant à celle de 2023 :

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-20-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023



- Colombelles : 579 619 €
- Cormelles le Royal : 458 373 €
- Cuverville : 131 029 €
- Giberville : 341 010 €
- Mondeville : 1 139 969 €

En contrepartie de cet effort solidaire mais transitoire, les Communes membres conviennent de la nécessité de mener une réflexion de fond dans le but de réaliser des économies conséquentes car les Communes membres ne pourront plus, dans les années à venir, absorber une augmentation de leur contribution.

Cette démarche devra être conduite dès le début de l'année 2024 par les services du SIVOM des Trois Vallées, qui seront accompagnés collégialement par les DGS des Communes membres. Ils formeront ensemble le Comité Technique.

Cette réflexion devra porter sur :

- Une prospective budgétaire, sur la base d'une comptabilité analytique, couvrant les années 2025 à 2027 minimum.
- Un nouveau projet d'établissement pour l'Ecole de Musique et de Danse, qui devra notamment prévoir une réduction importante de ses charges et une nouvelle politique d'accueil des élèves hors-SIVOM.
- Une réorganisation structurelle du fonctionnement des piscines, permettant d'en rationaliser les charges et dans une logique de meilleure complémentarité entre les deux équipements. Sera en particulier étudié le principe de n'accueillir que les classes des écoles des Communes membres qui doivent impérativement avoir des leçons de natation. La réflexion devra également être menée sur les créneaux d'ouverture au public, notamment en période de vacances scolaires.

Dès que possible, et en tout état de cause avant la fin du 1er semestre 2024, le Comité Technique présentera aux Maires des Communes membres du SIVOM le résultat de sa réflexion et les orientations préconisées pour aboutir à des économies indispensables.

Au cours du second semestre 2024, les Maires des Communes membres s'engagent à rediscuter des modalités d'application de la présente convention. Sur la base du budget prévisionnel 2025 et des contributions de chaque Commune qui en découleront en application des clés de financement déterminées dans la présente convention, ils définiront de concert un lissage des augmentations éventuelles sur la base de la prospective budgétaire qui intégrera les exercices 2026 et 2027.

#### **Article 6 – Calendrier d'appel des contributions**

Les participations sont demandées chaque année aux Communes en 6 échéances : janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre.

#### **Article 7 - Besoins supplémentaires en cours d'exercice**

Si toutefois le SIVOM avait besoin de financements complémentaires avant la fin d'un exercice, notamment en raison de circonstances ne pouvant être anticipées, les compléments de financement décidés par le Comité syndical feront l'objet, auprès des Communes membres, d'appels calculés selon les mêmes critères et selon les mêmes modalités que décrits dans la présente convention. Toute décision en ce sens fera l'objet d'une concertation préalable en Comité des Maires.

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-20-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

### **Article 8 - Entrée en vigueur de la convention**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **Article 9 - Modalités de modification et résiliation**

La présente convention pourra être modifiée d'un commun accord entre les parties, par délibérations concordantes du SIVOM et des cinq Communes. Les modifications feront alors l'objet d'un avenant à la convention.

### **Article 10 - Litiges relatifs à la présente convention**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Caen, seul compétent en la matière.  
Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable à tout litige.

Fait en six exemplaires

A Mondeville, le  
Pour le SIVOM  
La Présidente,

Hélène BURGAT

A Colombelles, le  
Pour la Commune de Colombelles  
Le Maire,

Marc POTTIER

A Cormelles le Royal, le  
Pour la Commune de Cormelles le Royal  
Le Maire,

Jean-Marie GUILLEMIN

A Cuverville, le  
Pour la Commune de Cuverville  
La Maire,

Catherine AUBERT

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-20-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

A Giberville, le  
Pour la Commune de Giberville  
Le Maire,

Damien de WINTER

A Mondeville, le  
Pour la Commune de Mondeville  
L'Adjointe au Maire,

Josiane MALLET

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-20-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION GRATUITE D'INSTRUMENTS

### ENTRE LE SIVOM ET LA VILLE DE.....

Entre les soussignés

Le SIVOM des Trois Vallées, représenté par sa Présidente, dûment habilitée par la délibération du 14 décembre 2023,

D'une part

La Ville de ....., représentée par son maire ..... dûment habilité par délibération du....

D'autre part

Considérant la volonté des deux collectivités concernées de travailler en réseau et de mutualiser leur parc instrumental,

Il est convenu entre les parties :

#### **Article 1 : Objet de la convention**

Selon la disponibilité du parc instrumental du conservatoire du SIVOM, à chaque nouvelle rentrée, des instruments peuvent être mis à disposition d'autres structures d'enseignement, en particulier la Ville de .....

#### **Article 2 : Conditions de mise à disposition**

A chaque rentrée, le SIVOM établit la liste des instruments disponibles, en fonction des locations qu'il accorde à ses propres élèves et aux besoins d'instruments pour l'organisation de ses actions de sensibilisation.

Chaque instrument est prêté autant que de besoin et au maximum du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août. Il doit faire l'objet d'une révision avant d'être rendu, révision réalisée par un professionnel. Une copie de la facture de révision devra être transmise avec l'instrument à son retour.

Toute réparation au cours de ce prêt sera à la charge de l'emprunteur.

L'instrument est mis à la disposition exclusive de la Ville de .....

#### **Article 3 : Instrument(s) faisant l'objet de la présente convention**

.....

#### **Article 4 : Conditions tarifaires**

Le prêt est consenti à titre gratuit.

#### **Article 5 : Assurance et responsabilités**

Le SIVOM assure son parc instrumental mais la Ville doit s'assurer en tant qu'utilisateur.

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-24-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

**Article 7 : Durée et renouvellement**

La présente convention prend effet du ..... au .....

Chaque partie aura la faculté de dénoncer la convention par lettre recommandée avec accusé réception en observant un préavis de deux mois.

**Article 8 : Litiges**

Toutes difficultés, qui n'auraient pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable, seront soumises au tribunal administratif de Caen.

Fait à Mondeville, le ..... 202X

Madame BURGAT  
Présidente du SIVOM

Mme / M.  
Maire de

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-24-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

## CONVENTION DE LOCATION D'INSTRUMENTS

ENTRE LE SIVOM ET M.MME .....

Entre les soussignés

Le SIVOM des Trois Vallées, représenté par sa Présidente, dument habilitée par la délibération du 14 décembre 2023,

D'une part

M. et/ou Mme ....., élève majeur / parent de l'élève mineur.....

D'autre part

Il est convenu entre les parties :

### **Article 1 : Objet de la convention**

Selon la disponibilité du parc instrumental du conservatoire du SIVOM, à chaque nouvelle rentrée, des instruments peuvent être mis à disposition d'élèves des écoles et conservatoires partenaires.

### **Article 2 : Conditions de mise à disposition**

A chaque rentrée, le SIVOM établit la liste des instruments disponibles, en fonction des locations qu'il accorde à ses propres élèves et aux besoins d'instruments pour l'organisation de ses actions de sensibilisation.

Chaque instrument est loué du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août. Il doit faire l'objet d'une révision avant d'être rendu, révision réalisée par un professionnel. Une copie de la facture de révision devra être transmise avec l'instrument à son retour.

Toute réparation au cours de ce prêt sera à la charge de l'emprunteur.

L'instrument est mis à la disposition exclusive de l'emprunteur.

### **Article 3 : Instrument(s) faisant l'objet de la présente convention**

.....

### **Article 4 : Conditions tarifaires**

La location est consentie aux tarifs suivants, en fonction du nombre d'années d'études de l'élève dans l'instrument :

Initiation (jusqu'au CP inclus)	85 euros
Première année	96 euros
Deuxième année	107 euros
Troisième année	121 euros
Quatrième année	143 euros
Cinquième année	172 euros

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-25-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023



#### **Article 5 : Assurance et responsabilités**

Le SIVOM assure son parc instrumental mais l'emprunteur doit s'assurer en tant qu'utilisateur.

Copie de l'attestation d'assurance sera demandée avant que l'élève entre en possession de l'instrument.

#### **Article 7 : Durée et renouvellement**

La présente convention prend effet du ..... au .....

Chaque partie aura la faculté de dénoncer la convention par lettre recommandée avec accusé réception en observant un préavis de deux mois.

A chaque rentrée scolaire, le conservatoire du SIVOM se réserve la possibilité de faire cesser la location.

#### **Article 8 : Litiges**

Toutes difficultés, qui n'auraient pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable, seront soumises au tribunal administratif de Caen.

Fait à Mondeville, le ..... 202X

Madame BURGAT  
Présidente du SIVOM

Mme / M.

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-25-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

Entre les soussignés

Le SIVOM des Trois Vallées, représenté par sa Présidente, dument habilitée par la délibération du 14 décembre 2023,

D'une part

M. et/ou Mme ....., représentant (compagnie/société/association).....

Ci-après désigné « l'Occupant »

D'autre part

Il est convenu entre les parties :

### **Article 1 : Objet de la convention**

Le conservatoire du SIVOM dispose de salles qui peuvent être prêtées ou louées.

L'objectif du SIVOM est de faire vivre ses équipements mais aussi de favoriser les partenariats et d'enrichir l'offre culturelle locale.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, l'emplacement défini à l'article 3, dans les conditions ci-dessous précisées.

### **Article 2 : Conditions de mise à disposition**

Les salles du conservatoire peuvent être mises à disposition selon deux modalités : location payante ou prêt contre la mise en œuvre par l'emprunteur d'une action ouverte gratuite pour les élèves du conservatoire et/ou ses partenaires (écoles par exemple), en application de la délibération du comité syndical du 14 décembre 2023.

### **Article 3 : Salle et matériel faisant l'objet de la présente convention**

.....

Le descriptif des locaux et la liste du matériel mis à disposition sont annexés à la présente convention.

### **Article 4 : Destination des lieux mis à disposition**

L'occupant ne pourra affecter les lieux à une autre occupation que.....(cours / réunion / spectacle / résidence...)

### **Article 5 : Conditions tarifaires de location**

La location des salles est consentie aux tarifs suivants :

Location à l'heure	30 euros
Une demi-journée	100 euros
Une journée	180 euros

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-26-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

#### **Article 6 : Choix du mode de mise à disposition**

☐ Location    Date et durée : .....

☐ Partenariat

#### **Article 7: Type de partenariat négocié**

*Article libre à compléter après accord entre les deux parties, selon les termes de la délibération du 14 décembre 2023.*

*Date et durée du partenariat / Descriptif du projet*

#### **Article 8 : Assurance et responsabilités**

Le SIVOM assure ses bâtiments mais l'emprunteur doit s'assurer en tant qu'utilisateur.

Il aura souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'occupation des lieux et de l'utilisation du matériel pendant la période où ils sont mis à disposition. La copie de l'attestation d'assurance figurera en annexe de la convention signée.

L'Occupant aura ainsi l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens, durant les créneaux horaires d'utilisation par l'occupant.

L'Occupant et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre le GESTIONNAIRE et ses assureurs en cas de dommages survenant aux biens de l'occupant, de son personnel, et de toute personne agissant pour son compte et se trouvant dans les lieux objet des présentes durant les créneaux horaires d'utilisation.

L'Occupant demeurera par ailleurs gardien du matériel qu'il serait amené à entreposer dans l'espace, objet de la convention.

#### **Article 9 : Etat des lieux et remise des clés ou badges**

Un état des lieux d'entrée et un inventaire si besoin seront réalisés contradictoirement.

Les clés ou badges des locaux seront remis à l'issue de cet état des lieux. Ils seront sous la responsabilité de l'Occupant et seront restitués au SIVOM immédiatement à l'issue de la durée de la convention.

#### **Article 10 : Durée et renouvellement**

La présente convention prend effet du ..... au .....

Chaque partie aura la faculté de dénoncer la convention par lettre recommandée avec accusé réception en observant un préavis de deux mois.

#### **Article 11 : Obligations de l'Occupant**

En contrepartie des articles précédents, l'Occupant s'engage à :

Accusé de réception en préfecture 014-241400126-20231214-2023-26-DE Date de télétransmission : 21/12/2023 Date de réception préfecture : 21/12/2023
--



- N'utiliser que les lieux et matériels mis à disposition cités dans la présente convention ;
- Restituer les lieux et matériels en parfait état de propreté et d'utilisation ;
- Signaler immédiatement tout incident survenu pendant la durée du prêt.

**Article 12 : Litiges**

Toutes difficultés, qui n'auraient pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable, seront soumises au tribunal administratif de Caen.

Fait à Mondeville, le ..... 202X

Madame BURGAT  
Présidente du SIVOM

Mme / M.

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-26-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

# CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DESCENDANTE DE SERVICE(S)

Entre les soussignés :

La communauté urbaine Caen la mer représentée par son Président dûment habilité par délibération du 30 janvier 2020 ci-après dénommée "la communauté urbaine",

d'une part,

Et : Le SIVOM des Trois Vallées représenté par sa Présidente dûment habilité par délibération du ..... ci-après dénommé "le syndicat",

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant création de la communauté urbaine Caen la mer,

## IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUI

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Conformément à l'article L5211-4-1 III du code général des collectivités territoriales susvisé, le syndicat et la Communauté urbaine sont convenus que des services de la communauté urbaine sont mis à disposition du syndicat dans l'intérêt de chacun, à fins de mutualisation et dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Ainsi, la communauté urbaine met à disposition du syndicat le(s) service(s) ou partie(s) de service(s), nécessaire(s) à l'exercice de(s) compétence(s) qui lui sont (est) dévolue(s), suivants:

Dénomination des service(s) ou partie(s) de service(s)
La Direction de la Maintenance et de l'Exploitation de l'Espace Public

La présente mise à disposition du (des) service(s) ou partie de service(s) a pour objet de fixer les modalités de sa mise en œuvre, les conditions de remboursement des frais de fonctionnement et le dispositif de suivi et d'évaluation.

Elle comporte pour chaque service ou partie de service susvisé mis à disposition une annexe qui décrit:

- le nombre d'agents concernés et leur grade
- les missions concernées par la mise à disposition

Si la communauté urbaine décide de réorganiser ses services, elle notifiera par écrit, dans le mois suivant, au syndicat toute information utile à la bonne compréhension de sa nouvelle organisation avec indication des personnes et services concernés sans qu'un avenant à la présente convention ne soit nécessaire, dès lors que les volumes financiers globaux correspondant au coût global du service restent les mêmes.

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-27-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023

## **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION**

La présente convention de mise à disposition de service s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

## **ARTICLE 3 : LES MOYENS HUMAINS**

### **ARTICLE 3-a : La situation administrative des agents**

Quel que soit leur statut, tous les agents, fonctionnaires ou agents contractuels (de droit public ou privé) sur emploi permanent ou non, affectés dans un service ou partie de service susvisé, sont concernés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 IV du code général des collectivités territoriales, ces mises à disposition sont réalisées à titre individuel. Les agents continuent de percevoir la rémunération correspondant à leur grade ou à l'emploi qu'ils occupent dans leur collectivité d'origine.

La modulation du taux de la mise à disposition au sein du temps annuel travaillé sera opérée au fil des décisions des deux exécutifs de la commune et de la communauté urbaine.

### **ARTICLE 3-b: Autorité hiérarchique et fonctionnelle des personnels**

L'autorité hiérarchique des agents mis à disposition du syndicat reste le président de la communauté urbaine qui dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination (congés annuels, travail à temps partiel, discipline, formation...). Les différentes décisions sont prises en accord avec le président du syndicat ou son représentant.

Dans ce cadre, l'évaluation des agents relève du Président de la communauté urbaine en lien avec le responsable de service syndical. Ce dernier peut émettre un avis sur la manière de servir de l'agent mis à disposition et adresser le cas échéant une proposition d'évaluation au supérieur hiérarchique direct de l'agent permettant d'établir l'évaluation définitive.

Les agents mis à disposition du syndicat sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions au titre de la compétence communale, sous l'autorité fonctionnelle du maire.

Ainsi, le président du syndicat ou le cas échéant son représentant adresse directement au chef du service mis à disposition de l'entité dont il est responsable toutes les instructions nécessaires à l'exécution des tâches confiées au service.

Le président du syndicat pourra donner sous sa surveillance et sa responsabilité par arrêté, délégation de signature aux chefs de service concernés pour l'exécution des missions qu'il lui confie.

## **ARTICLE 4 : CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DE FRAIS DE FONCTIONNEMENT**

### **ARTICLE 4-a : DEFINITION DU COUT UNITAIRE**

Conformément aux articles L. 5211-4-1 IV et D.5211-16 du CGCT, la mise à disposition des services de la communauté urbaine au profit du syndicat fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le coût de fonctionnement comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-27-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023



constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût de fonctionnement se décompose comme suit :

- charges de personnel
- les autres charges liées au fonctionnement du service sont estimées à 10% du montant des charges de personnel de chaque service mis à disposition.

Ce coût est porté à la connaissance du syndicat, chaque année, avant la date d'adoption du budget. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance du syndicat dans un délai de trois mois à compter de la signature de la convention; il est proposé qu'il repose sur les paramètres 2016 du régime salarial et indemnitaire de la Communauté d'agglomération Caen la mer.

Grade	Coût horaire
Adjoint technique 1 <sup>ère</sup> classe	20,02 €
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	20,53 €
Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe	22,90 €
Agent de maîtrise	20,89 €
Agent de maîtrise principal	25,24 €
Technicien	24,77 €
Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe	27,99 €
Technicien principal 1 <sup>ère</sup> classe	30,94 €
Ingénieur	34,60 €
Ingénieur principal	44,68 €
Ingénieur en chef	51,56 €
Ingénieur hors classe	65,69 €
Adjoint administratif 1 <sup>ère</sup> classe	20,02 €
Adjoint administratif principal 2 <sup>ème</sup> classe	20,53 €
Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe	22,90 €
Rédacteur	23,87 €
Attaché	33,85 €
Emploi avenir	6,56 €

#### **ARTICLE 4-b :    MODALITES DE REMBOURSEMENT**

La base au calcul des remboursements est établie au vu des données transmises et validées par les communes et le remboursement s'effectuera en un seul versement.

#### **ARTICLE 5 :    DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION**

La présente convention fera l'objet d'un suivi régulier et de la présentation d'un bilan annuel auprès de la commission "administration générale, ressources humaines et finances".

Cette dernière aura notamment à se prononcer sur les éventuelles propositions d'évolutions contractuelles et financières à soumettre pour approbation aux assemblées délibérantes.

**ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Durant la mise à disposition du service, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité de la communauté urbaine. Les sommes exposées au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 4 des présentes.

**ARTICLE 7 : LITIGES**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de ces voies amiables, les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Caen, dans le respect des délais de recours.

**ARTICLE 8 : DIVERS**

La présente convention sera transmise en Préfecture ainsi qu'aux trésoriers respectifs des parties.

Fait à ....., le ....., en trois exemplaires.

Pour la communauté urbaine

Pour le syndicat

Le Président,  
Joël BRUNEAU

La Présidente  
Hélène BURGAT

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DESCENDANTE DE SERVICES - 2022

EPCI: SIVOM des 3 Vallées

Activités	Grade	% temps annuel de travail (1)	Coût horaire	Coût total
Entretien des cours d'école	ADJOINT TECHN. PPL 1 <sup>re</sup> CLASSE	3%	22,90 €	368,00 €
TOTAL				1 104, 01 €

(1) le temps annuel de travail est de 1607 heures.

Accusé de réception en préfecture  
014-241400126-20231214-2023-27-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2023  
Date de réception préfecture : 21/12/2023